

# E - Journal

## K I N S H A S A



Hebdomadaires, 6<sup>e</sup> Année, Février 2025, Nouvelle série n°271



**« QUAND ON REGARDE NOTRE SITUATION À CÔTÉ DE CELLE DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE, ON CROIRAIT ÊTRE DANS DEUX MONDES DIFFÉRENTS. POUTANT, IL S'AGIT DU MÊME TYPE D'AGRESSION»**

3

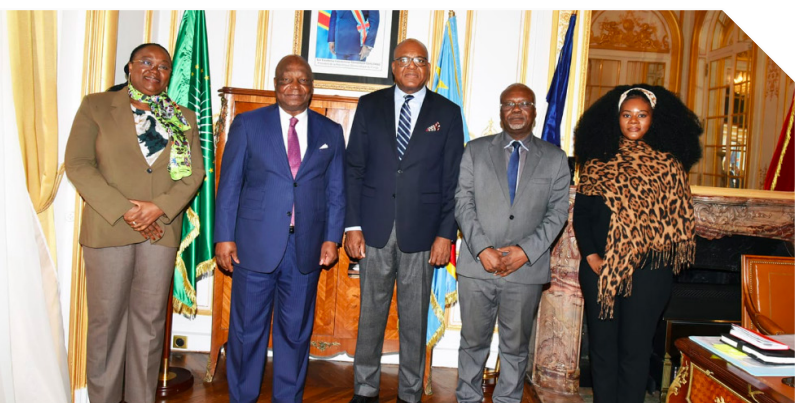


**LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION SUSPENDANT L'ACCORD MINIER ET L'AIDE MILITAIRE**

4

**UNESCO  
REMISE ET  
REPRISE AU SOUS-  
GROUPE AFRIQUE  
CENTRALE**

16



*« Ensemble, nous pouvons faire de tas des choses »*

0999947441 - 0819947441



## ESPACE AÉRIEN INTERDIT AU SURVOL DES AVIONS RWANDAIS

Il y a peu nous écrivions mieux nous faisons la proposition au gouvernement de la fermeture de notre ambassade à Kigali, de nos postes des frontières et l'interdiction du survol de notre espace aérien.

Et c'était peu avant la prise de la ville de Goma.

Nous écrivions cela pour nous protéger contre notre agresseur de voisin.

Voilà qu'aujourd'hui, après l'agression, le pouvoir de Kinshasa applique nos propositions notamment la fermeture de notre ambassade et l'interdiction de survol de notre espace aérien.

S'agissant de nos frontières, nous proposons au gouvernement d'ériger un mur comme à l'époque de Mur de Berlin et la ligne de séparation entre les deux Corée.

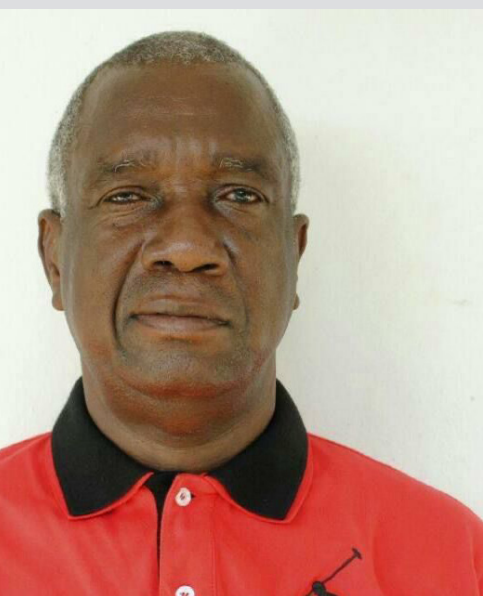
Pour ainsi dire rompre la coopération avec le Rwanda.

Parallèlement quitter la communauté de l'Afrique de l'est qui est de mèche avec notre agresseur. Des informations qui nous proviennent renseignent que la

population fait de la résistance contre les occupants.

Car elle n'obéit pas aux décisions de nouveaux maîtres.

P a s  
d'administration,



pas d'écoles pour nos enfants, pas de cinquième langue nationale, le kinyarwanda. Un seul mot d'ordre : résilience et résistance

**Jean Pierre Eale Ikabe**  
Éditeur

### E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

**Jean Pierre Eale Ikabe**

Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué

**Herman Bangi Bayo**

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

**Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo**

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

**Dépôt légal N° 09629571**

Représentant espace Schengen

**Celio Van NDAYE 0033749299540**

**TSHISEKEDI À MUNICH:**

**« QUAND ON REGARDE NOTRE SITUATION À CÔTÉ DE CELLE DE L'UKRAINE ET DE LA RUSSIE, ON CROIRAIT ÊTRE DANS DEUX MONDES DIFFÉRENTS. POURTANT, IL S'AGIT DU MÊME TYPE D'AGRESSION »**

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a appelé les puissances occidentales à une action plus ferme face à la crise sécuritaire qui secoue l'Est de son pays, dénonçant une approche qu'il juge marquée par des «deux poids, deux mesures».

Lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité, où il s'exprimait ce vendredi, Tshisekedi a comparé la situation en RDC à celle de l'Ukraine, critiquant l'écart de traitement réservé aux deux crises. «Quand on regarde notre situation à côté de celle de l'Ukraine et de la Russie, on croirait être dans deux mondes différents. Pourtant, il s'agit du même type d'agression», a-t-il déclaré, déplorant «un multilatéralisme en panne».

Le président congolais a appelé l'Union européenne et les États-Unis à «accentuer les pressions diplomatiques et économiques» sur le Rwanda, qu'il accuse d'être derrière l'avancée des rebelles du M23 dans l'Est de la RDC. Il a exhorté les partenaires



occidentaux à adopter des sanctions similaires à celles infligées à la Russie après son invasion de l'Ukraine.

Tshisekedi a également plaidé pour la fin de ce qu'il qualifie d'«hypocrisie économique» dans le commerce des minerais stratégiques. «Il est inadmissible que des multinationales continuent d'acheter des ressources pillées en RDC via le Rwanda. Nous demandons des mesures claires et contraignantes pour interdire ces transactions», a-t-il affirmé.

Sur le volet humanitaire, il a exhorté l'Occident à mobiliser une aide d'urgence pour les millions de déplacés fuyant les violences. «Nous faisons face à une catastrophe humanitaire qui s'aggrave chaque jour. Nous avons besoin d'un engagement fort et immédiat», a-t-il insisté.

L'Union européenne et Washington n'ont pas encore réagi aux nouvelles attentes exprimées par Kinshasa.

# LE PARLEMENT EUROPÉEN ADOPTE UNE RÉOLUTION SUSPENDANT L'ACCORD MINIER ET L'AIDE MILITAIRE



L'état se resserre autour de Paul Kagame. Les députés européens se sont réunis, ce jeudi 13 février, à Strasbourg, pour voter une résolution sur l'agression rwandaise contre la RDC. Proposé collectivement par les groupes The Left, S&D, Renew, PPE, Verts/ALE et ECR, ce texte exige la suspension de l'accord

minier de l'Union européenne (UE) avec le Rwanda, le gel de l'aide militaire et le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais.

Les eurodéputés ont, dans cette résolution, condamné fermement l'occupation de Goma et d'autres territoires dans l'est de la RDC par l'armée rwandaise et le

M23, qui constitue une violation inacceptable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Ils ont aussi pressé le gouvernement rwandais de retirer ses troupes du territoire congolais, étant donné que cette agression est une violation manifeste du droit international et de la charte des Nations unies.

Le texte consulté par Afriquactu.net déplore également les exécutions arbitraires, viols et autres crimes de guerre manifestes, le travail forcé, l'enrôlement de force et d'autres pratiques brutales dont se sont rendus



coupables le M23 et les Forces rwandaises de défense (RDF).

### **Suspension de l'accord minier**

Cette résolution prie instamment la Commission et le Conseil de l'UE de suspendre immédiatement le protocole d'accord UE-Rwanda sur les chaînes de



valeur durables pour les matières premières jusqu'à ce que le Rwanda prouve qu'il a mis fin à son ingérence et qu'il a cessé d'exporter des minerais extraits des zones contrôlées par le M23.

Elle invite, à cet égard, tous les acteurs à accroître la transparence et à interdire de manière effective l'entrée dans l'Union européenne de tous les minerais tachés de sang.

« Le Parlement européen invite la Commission à subordonner la future reprise de la coopération sur les matières premières critiques à l'adhésion du Rwanda à l'initiative pour la transparence dans les industries extractives, à laquelle participe déjà la RDC; invite la Commission et les États membres à veiller à une application rigoureuse du règlement en vigueur sur les minerais provenant de zones de conflit et invite la Commission à proposer une

révision des règles de l'Union en vue de garantir le respect des normes les plus élevées en matière de traçabilité et de transparence; note que le contrôle parlementaire et la participation de la société civile à la préparation, à la signature et à la mise en œuvre des protocoles d'accord sur les matières premières et des feuilles de route sont essentiels à un processus inclusif doté d'un contrôle adéquat et doivent être intégrés au protocole d'accord »,

L'est de la RDC est une région riche en ressources, avec d'énormes gisements de matières premières critiques, dont le cobalt, l'or et l'étain, qui sont nécessaires à la transition numérique et énergétique mondiale.

Selon l'ONU, environ 120 tonnes de coltan sont déplacées chaque mois par le M23 vers le Rwanda et le M23 est financé par des revenus d'environ 288 000 euros

mensuels issus de son contrôle du commerce des minerais en RDC.

### Gel de l'aide militaire

Alors que l'armée rwandaise poursuit son expansion territoriale dans l'est de la RDC, le Parlement européen a demandé à la Commission, aux États membres et aux institutions financières internationales de geler l'aide budgétaire directe au Rwanda jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions relatives, entre autres, à l'accès de l'aide humanitaire et à la rupture de tous les liens avec le M23.

La résolution « prie instamment la Commission et

les États membres de geler leur assistance militaire et sécuritaire aux forces armées rwandaises afin de faire en sorte qu'elles ne contribuent pas, directement ou indirectement, à des opérations militaires brutales dans l'est de la RDC; demande en particulier avec insistance que le renouvellement du soutien de l'Union au titre de la FEP soit réévalué afin de garantir que les troupes déployées dans le nord du Mozambique et bénéficiant du soutien de la FEP, ainsi que les personnes qui en sont responsables, ont été dûment contrôlées et n'ont pas participé aux violations des droits de l'homme dans l'est de la RDC, ou à d'autres violations des

droits de l'homme, l'objectif étant de suspendre le soutien s'il est établi qu'il contribue directement ou indirectement à des opérations militaires brutales dans cette région ». Les eurodéputés ont aussi appelé la Commission européenne et tous les États membres à interdire l'envoi d'armes aux forces rwandaises et au M23 et à veiller à une plus grande transparence du commerce des armes de l'UE.

Entre 2021 et 2024, l'Union européenne a accordé au Rwanda un financement de 260 millions d'euros, et 900 millions d'euros supplémentaires ont été promis dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ».

## UNESCO

# REMISE ET REPRISE AU SOUS-GROUPE AFRIQUE CENTRALE

L'événement s'est déroulé à l'ambassade de la RDC à Paris.



Le lundi 10 février 2025, l'ambassadeur de la République démocratique du Congo, le Professeur Émile Ngoy Kasongo et son homologue de la République

du Congo Henri Ossébi, ont procédé à la cérémonie de remise et reprise à la tête du sous-groupe Afrique centrale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Son Excellence, le Professeur Émile Ngoy Kasongo, qui est également le délégué permanent de la RDC auprès de l'UNESCO, a ainsi cédé le tablier à son Excellence Henri Ossébi.

Ce dernier succède donc, pour une durée d'une année, à la présidence tournante du sous-groupe Afrique centrale de l'UNESCO qui avait accédé à ce poste en date du 19 janvier 2024.

**Par Paul BAZAKANA, avec Mireille KABALA, PHOTOS ATHIS «IMAGE D'OR**

CONFLITS DANS L'EST DE LA RDC

# CHARLES GOERENS PROPOSE LA SUSPENSION DU MÉMORANDUM SUR LA VENTE DES MATIÈRES PREMIÈRES ENTRE L'UE ET LE RWANDA

De plus en plus de voix se lèvent au sein du Parlement européen pour pousser à des sanctions contre le Rwanda.

Après le député français au Parlement européen Thierry Mariani, qui a dénoncé l'attitude de l'Union européenne, oscillant entre fermeté et complaisance dans le dossier de l'agression de la RDC, c'est le tour d'un autre député européen de hausser le ton et d'exiger des sanctions contre le Rwanda.

Charles Goerens estime que la suspension du mémorandum sur la vente des matières premières entre l'UE et le Rwanda est la moindre des sanctions que le Parlement européen puisse prendre à l'égard du Rwanda.

« Cette fois-ci, de mon point de vue, le seul moyen de faire plier les responsables des violences dans la partie orientale de la RDC est d'imposer des sanctions ciblées, décidées par une large coalition de pays qui ne

sont plus prêts à cautionner ces drames qui se produisent dans la région de Goma.

J'aimerais que, cette fois-ci, ces sanctions soient suivies d'un peu plus d'effets. La suspension du mémorandum sur la vente des matières premières entre l'Union européenne et le Rwanda me semble être le minimum que l'on puisse faire dans ce contexte », a déclaré le député européen Charles Goerens.

**Zéphyrin Pengume**

## OUVERTURE DU PROCÈS RDC-RWANDA À ARUSHA

Composition du tribunal au procès RDC contre Rwanda ouvert le 12 février 2025 devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie.

Le procès opposant la RDC au Rwanda s'est ouvert, ce mercredi 12 février, devant la Cour africaine des droits

de l'homme et des peuples (CADHP) à Arusha, en Tanzanie.

Dans ce procès, Kinshasa veut faire reconnaître et obtenir des sanctions contre le régime de Kigali à la suite des atrocités de son dans l'Est du pays.

Le Gouvernement congolais a salué le début de ce procès qui fait partie du front judiciaire

que le mène la RDC contre le Rwanda pour ses atrocités commises dans l'Est du pays.

A ce stade, a expliqué le ministre de la Justice et Contentieux International, il est question pour cette Cour de se prononcer sur la recevabilité et sur sa compétence de juger cette affaire.



Selon Samuel Mbemba après cette phase interviendra celle de fond au cours de laquelle, la RDC va présenter des preuves des exactions subies par les victimes devant la Cour africaine des droits de l'homme et de peuple.

Il a assuré avoir réuni toutes ces preuves grâce à l'implication des organisations des droits de l'homme congolaises et autres experts en la matière.

« Des Ong des droits de l'homme avec lesquelles nous avons eu une série de réunions et de séminaires travaillent actuellement sur terrain pour encourager les victimes et les témoins à fournir les éléments

d'information qu'ils ont. Parce que ce n'est plus un secret pour personne que le Rwanda est présent en RDC », a rapporté Samuel Mbemba.

Lors de cette première audience, l'avocat-conseil du Rwanda a plaidé sur les exceptions d'incompétence de cette cour.

Sur ce, il a demandé que la requête de la RDC soit rejetée parce qu'elle ne relève pas de la compétence de la CADHP.

**Réponse du berger à la bergère.**

Les avocats-conseils de la RDC ont tous retorque, en prouvant

la compétence territoriale élargie de la CADHP.

Pour Me Jean-Paul Segihobe, la cour devra prendre en compte la requête de la RDC aussi longtemps qu'elle relève des faits commis en RDC, Etats membre de l'Union africaine. Hormis le vice-ministre de la Justice et Contentieux International, de nombreuses autorités congolaises prennent part à ce procès à Arusha dont le coordonnateur du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre d'Addis Abeba, professeur Ntumba Lwaba.



# FACE AUX APPELS À MANIFESTER CE DIMANCHE, DANIEL BUMBA RAPPELLE QUE SA DÉCISION SUSPENDANT DES MANIFESTATIONS PUBLIQUES RESTE EN VIGUEUR



Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Daniel Bumba, a appelé les Kinois au calme au moment où circulent sur les réseaux sociaux des messages annonçant des troubles à Kinshasa ce dimanche 16 février 2025 après l'avancée de M23/AFC dans la ville de Bukavu (Sud-Kivu).

Dans sa communication, vendredi 14 février en direct de la télévision nationale (RTNC), il a invité les habitants « à ne pas céder à l'intox »

mais à vaquer librement à leurs préoccupations, en se rendant notamment aux lieux de culte. Daniel Bumba rappelle que sa mesure du 28 janvier dernier, interdisant les manifestations dans la capitale, reste en vigueur.

« Je rappelle, par l'occasion, que le communiqué suspendant les manifestations publiques est encore de mise. Toute personne qui ira à l'encontre de cette mesure, les forces de l'ordre sont disposées à maîtriser toute forme de vandalisme et des troubles à l'ordre public », a-t-il mis en garde.

L'ambassade des États-

Unis a, à cet effet, alerté les citoyens Américains résidant à Kinshasa « à continuer de faire profil bas et de limiter leurs déplacements ». D'après ses informations, des troubles pourraient éclater ce dimanche et cibler les paroisses religieuses et dans d'autres grandes villes.

Après l'annonce de la prise de la ville de Goma, le 27 janvier dernier, plusieurs manifestations spontanées ont été organisées dans la capitale, où plusieurs ambassades, dont celle des USA, ont été vandalisées et pillées par des Kinois en colère.

Samyr LUKOMBO

# DISPOSITIF SÉCURITAIRE RENFORCÉ À KINSHASA FACE AUX MENACES CONTRE LES ÉGLISES, L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE GOUVERNEUR, LA POLICE APPELLENT AU CALME



Face à la montée des tensions et aux menaces de troubles ciblant les paroisses catholiques à Kinshasa, plusieurs autorités congolaises, dont le gouverneur de la capitale, la police, l'Église catholique et des responsables politiques, appellent au calme et à la retenue.

Le gouverneur de Kinshasa, Daniel Bumba, a exhorté vendredi les habitants à « ne pas céder à l'intox » et à continuer leurs activités normalement, notamment en se rendant aux lieux de culte. Dans une déclaration diffusée sur la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC), il a rappelé que l'interdiction

des manifestations publiques, en vigueur depuis le 28 janvier, restait d'actualité. « Je rappelle que le communiqué suspendant les manifestations publiques est encore de mise. Toute personne qui ira à l'encontre de cette mesure sera maîtrisée par les forces de l'ordre, prêtes à prévenir

tout vandalisme et trouble à l'ordre public », a-t-il averti.

### Déploiement sécuritaire autour des paroisses

Le commandant de la police de Kinshasa, le commissaire divisionnaire adjoint Blaise Kilimbalimba, a annoncé le déploiement préventif des forces de l'ordre dans chaque paroisse catholique ce dimanche 16 février, avant, pendant et après les offices religieux, afin d'éviter tout incident.

Menaces relayées sur les réseaux sociaux

Depuis plusieurs jours, des appels à s'attaquer aux paroisses catholiques ont circulé sur les réseaux sociaux, relayés par certains militants se réclamant du parti présidentiel, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Ces menaces surviennent après la rencontre de

prêtres catholiques avec Corneille Nangaa et Paul Kagame, une initiative visant à engager le dialogue entre les parties prenantes au conflit dans l'Est du pays.

### Appels au calme des autorités et de l'Église

Le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Jean-Claude Tshilumbayi, a également lancé un appel à la retenue et condamné les menaces contre les lieux de culte.

De son côté, le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, a exhorté les fidèles à la prudence, à la vigilance et à la protection des infrastructures ecclésiastiques, tout en les encourageant à assister normalement à la messe dominicale. « Vivre votre foi en toute liberté et sérénité est un droit inaliénable garanti par la Constitution congolaise », a rappelé l'archidiocèse de Kinshasa dans un communiqué.

L'Église catholique invite ainsi ses fidèles à ne pas céder aux

**DE SON CÔTÉ, LE CARDINAL FRIDOLIN AMBONGO, ARCHEVÊQUE DE KINSHASA, A EXHORTÉ LES FIDÈLES À LA PRUDENCE, À LA VIGILANCE ET À LA PROTECTION DES INFRASTRUCTURES ECCLÉSIASTIQUES, TOUT EN LES ENCOURAGEANT À ASSISTER NORMALEMENT À LA MESSE DOMINICALE...**

intimidations, soulignant que la République démocratique du Congo a davantage besoin de paix, d'unité et de cohésion nationale.

### Mise en garde de l'ambassade américaine

Dans ce climat de tension, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa a alerté ses ressortissants, leur recommandant de « faire profil bas et limiter leurs déplacements » en raison de risques de troubles visant des

églises à Kinshasa et dans d'autres grandes villes du pays.

### Un contexte sécuritaire tendu

Ces tensions surviennent alors que la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC s'aggrave. Après la progression de l'AFC/M23 au Sud-Kivu, les rebelles ont atteint Bukavu, où des affrontements sporadiques et des pillages ont été signalés.

En janvier dernier, après l'annonce de la prise de Goma par les rebelles, plusieurs manifestations spontanées avaient éclaté à Kinshasa, entraînant des attaques contre plusieurs ambassades, dont celle des États-Unis, par des manifestants en colère.

Dans ce contexte, le secrétaire général de l'UDPS, Augustin Kabuya, a tenu une réunion vendredi avec les responsables

des parlements debout, communicateurs, leaders des motocyclistes affiliés au parti et d'autres structures informelles, appelant ses partisans à éviter toute déclaration ou action non contrôlée par le parti.

« Ne participez pas à des marches que nous ne sommes pas sûrs de pouvoir encadrer », a-t-il averti, cherchant ainsi à prévenir tout débordement.

# REHFRAM, UNE CLÔTURE SUR FOND DE CONTROVERSES SUR LES MEETINGS EN SOUTIEN À M. SASSOU, DE LA VADROUILLE DE COLLINET ET DU SPORT.

L'organisation des 33ème REHFRAM à Oyo, les meetings en salle à Paris et à Brazzaville le 5 février pour soutenir la candidature de M. Sassou, la communication d'Anatole Collinet Makosso (ACM) à l'endroit de la jeunesse du PCT pour s'imposer sur les réseaux sociaux, la suspension de la FECOFOOT discréditent en plein jour la pseudo-élite qui passe à côté des vrais problèmes. Analyses.

Au lendemain des incongruités d'une pseudo-cérémonie de communion universelle, la ville d'Oyo a été replongée dans son obscurité la plus dense. La situation est d'autant plus scandaleuse que l'on murmure que des masses d'argent en liquide considérables (3 milliards ?) auraient été affectées aux Rencontres Humanistes Fraternelles d'Afrique et de Madagascar (REHFRAM) une fois encore. Il y a deux ans déjà, en février 2023, le débarquement de ces

rencontres à Oyo avait mis le couteau sous la gorge des obédiences adogmatiques du landerneau congolais. Le Sérénissime Grand Maître du GOCB d'alors, Donatien Kivouvou avait, en toute vigueur, mangé son chapeau, cassé son épée et jeté sa canne d'acacia contre des métaux « lourds » décidément plus forts que sa volonté. Remplacé par le Dr Jean Daniel Ovaga, PDG de la sinistre clinique SECUREX, où les vies des honnêtes gens s'abrègent mystérieusement, c'est le même schéma qui s'est reproduit. L'absence de concertation sérieuse démontre l'hubris du pouvoir de s'assurer la mainmise sur l'ensemble obédiences à travers le Grand Orient et Loges Associées du Congo (GOLAC) qui en a toujours été le trait d'union depuis le premier allumage des feux de la franc-maçonnerie congolaise le 29 juillet 1906. Plus de cent ans se sont écoulés depuis dans la peur

des états généraux car certains craignent l'irrégularité de leur patentes...

Comment dominer les obédiences du Grand Orient du Congo-Brazzaville (GOCB), de la Grand Loge Traditionnelle et Symbolique d'Afrique (GLTSA), de la Grande Loge Symbolique du Congo et Pays associés (GLSC et PA), de la Grande Loge Féminine de France (GLFF), de la Grande Loge de France (GLDF) ? En utilisant le GOLAC comme hameçon d'un futur Conseil Suprême des Obédiences ? C'est le travail auquel se livre Philippe Obara sous les auspices de Hervé Léon Iloki, Antoine Evoundou, Jean Dominique Okemba, rejoints par le Dr Jean Daniel Ovaga. Mais tout n'est pas aussi simple ! Par exemple, la Grand Loge Traditionnelle des Rites Egyptiens (GLTRE) reste fidèle à ses enseignements et refuse d'accepter de type de Salmigondis, idem pour

la Grande Loge Prince Hall du Congo ostracisée, surtout que son Grand Maître Adjoint, Hyldevert Moigny a été obligé de quitter le Congo. La Grande Loge Traditionnelle et Symbolique Opéra (GLTSO) se place également au-dessus de ces contingences mineures et quasi-profanes.

La prise en otages des frères trois points par M. Sassou au Congo

Après leurs agapes à Oyo, deux frères dits de lumière ressortissants d'un pays d'Afrique de l'Ouest ont décidé rentrer sur Brazzaville le lundi 10 février avant de s'envoler chez eux. Souhaitant confronter les contenus des réseaux sociaux à la réalité congolaise, ils ont réquisitionné un chauffeur taxi pour la dernière journée. Il a demandé 60.000 FCFA pour la seule journée, justifiant son tarif exorbitant par la rareté du carburant. En sillonnant la grande artère les conduisant à l'Hôtel PEFACO de la ville, ils y découvrent une jeune prostituée dénommée Bonheur venue y faire ses propositions. Elle dit moyennant 50.000 FCFA pour toute la nuit, accepter tout sauf la sodomie car les « franc-maçon volent les étoiles par l'anus » dit-elle. Du haut de ses 19 ans avoués auxquels

il est difficile de croire, elle affirme s'être lancée dans ce métier il y a 3 ans, encore mineure, profitant d'un jeune homosexuel congolais inséré dans le réseau qui s'est développé considérablement dans cet hôtel devenu un lieu de ralliement pour les LGBTQ+ en mal d'argent pour vivre. Bonheur assure être une étudiante en lettres à l'Université nationale, mais vivant de ses seuls charmes car n'ayant aucune autre source de revenus : ni bourse, ni parents, mère d'un jeune enfant de 3 ans né de Père inconnu en raison de ses activités conduites sans protection. Elle redoute d'avoir un jour une maladie grave mais affirme n'avoir aucun autre choix « car les grands clients refusent de porter des capotes ».

Les Congolais sont littéralement assommés par la qualité désastreuse de la gouvernance en cours; La précarité règne en maître : les systèmes éducatifs et médicaux sont morts ; le coût de la vie prohibitif favorise la corruption, l'accélération de la prostitution avec les MST et le VIH; Dans les milieux publics, les gens s'indignent contre la suspension de la FECOFOOT par la FIFA et trouvent inappropriée la réplique du ministre des sports Hugues Ngouélondélé. Le chauffeur-

guide s'est abstenu de nous faire visiter les recoins de la ville évoquant l'état pitoyable des routes et l'insécurité. À l'aéroport, à leur départ, des agents dits de santé et en uniforme leur ont exigé de verser « le jus pour les enfants».

Comment faire pour sortir le Congo qui se trouve dans la gadoue ? Voilà une question à laquelle les élites devraient répondre et non s'attarder sur la candidature de M. Sassou! D'autres sujets comme ceux liés à la gouvernance économique, numérique, l'avenir harmonieux et le bien être des populations devraient être le leitmotiv. Pendant deux jours en arpentant les recoins du grand salon de l'IA en France où se prennent des contacts sérieux, j'ai été malheureux de constater l'absence du Congo. En tout cas, Léon Juste Ibombo, Jean Luc Okio, Collinet Makosso et les personnes qui parlent de mobilisation devraient être transis de honte. S'ils étaient là qu'est ce qu'ils ont signés ou ramener de concret ? De qui était composé la délégation ? Surtout, ne nous monter pas des fakes ...

**Ghys Fortune BEMBA  
DOMBE**

# UN TEMPS DE HAUTE MAFIA ÉLECTRIQUE ANNONCIATEUR D'UN SOIR CRÉPUSCULAIRE À LA PRIMATURE ET...?

L'inconvénient majeur des pierres intaillables est qu'elles finissent par se briser en morceaux sous la puissance des coups d'un maillet. Ainsi en va-t-il du secteur de l'électricité et d'Anatole Collinet Makosso qui s'enfoncent tous deux dans leurs jours les plus sombres. Anatomie d'une faillite totale et systémique, De Profundis.

Lorsque Anatole Collinet Makosso (ACM) accède à la primature le 14 mai 2021, un murmure de surprise et de circonspection s'empare du Congo avant de laisser place à un timide vent de liesse. De Pointe Noire à Brazzaville, les universitaires, les chrétiens et les jeunes notamment de son quartier à Moukondo vont vite déchanter. Pas d'éclairage de cette avenue de Ngamaba pourtant stratégique, pas de curage de caniveaux, pas de réfection des nids de poules... rien ne laisse transparaître

qu'il dispose désormais plus de six cents millions mensuels de frais de souveraineté à sa volonté. Pire, il va s'enfuir de ce quartier et s'établir dans la somptueuse résidence d'Alexis Vincent Gomez au plateau centre-ville, impayée jusqu'à ce jour.

ACM est trahi par ses passions dévorantes incontrôlées emprisonné autrefois mais que l'argent et le pouvoir viennent de déverrouiller. Son retournement d'alliance en faveur de Jean-Jacques Bouya en 2022 aura scellé son statut de futur de vassal dans la conquête du pouvoir au prix de la trahison de son propre père spirituel Sassou-Nguesso qui lui a pourtant confié après moults tergiversations la supervision de la délégation générale des grands travaux. Tout comme le défénestrage successif des deux derniers ministres des finances, la validation

récente d'un recrutement ubuesque de pseudos-enseignants à l'UMNG ou encore le démantèlement d'un actif stratégique comme E2C dans l'électricité confirment le dicton qui dit : les eaux douces sont les plus dangereuses ! Pour aider nos lecteurs à comprendre, récapitulons depuis le début :

1) Le projet fou d'éclater la Société Nationale d'électricité (SNE) a été enclenché par le duo d'enfer Jean Jacques Bouya (JJB) et Gilbert Ondongo (GO) le 14 juillet 2018. L'idée de ces deux compères était de se constituer un trésor de guerre financier en vue de la bataille pour l'accession à la magistrature suprême du premier contre le fils Denis Christel Sassou, JDO, le très discret Richard Mondjo qui avait trahi son bienfaiteur

Marcel Tsourou. Il en sera de même pour la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE). L'idée de diviser les 2 sociétés nouvellement créée E2C et LCDE en 3 morceaux chacune est cachée mais activée en manipulant le benêt professeur de lycée en philosophie Honoré Sayi nommé Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique et qui signe candidement ce salmigondis de partenariat-public-privé via des statuts hors-la-loi ;

2) En éclatant le patrimoine de E2C entre une société de production, une société de transport d'énergie et une de distribution, il a été écrit que les deux premières resteraient à la charge de l'État tandis que la dernière serait privatisée. En clair, les investissements colossaux de l'État en barrages, lignes THT et autres seraient payés et réparés par le budget de l'État, tandis que la société de distribution rémunérerait

exclusivement et tranquillement les nouveaux propriétaires privés ; Un tel schéma condamne l'ensemble du pays à l'arrêt car qui paiera les réparations et les investissements si l'argent s'en va dans des mains privées hors du Congo ?

3) Une myriade de sociétés écrans sont ainsi créés et détenues en réalité par JJB et GO pour financer le projet avec les fonds de l'état volés et placés à l'extérieur du Congo (Chine, Macau particulièrement) et des hommes liges du Sénégal (via Macky Sall) et du Congo (Paul Obambi). Mais tout s'écroule car Emile Ouosso est nommé à la place de Honoré Sayi en 2021.

4) Émile Ouosso, en prenant le ministère de l'énergie et de l'hydraulique fait le réel diagnostic dès la première année. Certainement sous pression, il choisit ne pas dénoncer des contrats de PPP léonins dont celui du dépècement d'E2C par les duo JJB-GO,

Obambi-Itoua et Cie via leurs sociétés chinoises et celles de droit congolais (ENERGAZ) et autres qui ne veulent s'occuper que de la vente de l'électricité alors qu'ils n'ont jamais rien investi. La faute est que les administrations, les agents sous tutelle et lui-même Ouosso ne communiquent pas clairement ou à défaut le font maladroitement. La preuve, les justifications sur les délestages intempestifs sont des successions d'âneries : niveau d'eau trop faible sur la Léfini ; Vétusté du réseau ; Pluies torrentielles ; Révision des turbines ; Chute des pylônes, etc., alors que ce sont des aléas normaux de gestion ! Et tout récemment, devant le parlement, Emile Ouosso a déclaré que l'État avait reçu un financement de 100 millions de dollars de la Banque mondiale pour remédier à la situation énergétique désastreuse. Alors que les liquidités n'étaient pas encore disponibles

et que JJB et GO s'apprêtaient à rapatrier les fonds pour racheter le bien des Congolais durement acquis !

Les non-dits sur E2C-SNEL-SENELEC

E2C génère un énorme cash, de l'ordre de 6 à 9 milliards par mois. Mais cette société est gérée d'une manière archaïque et mafieuse par des vautours qui se partagent la moitié des recettes et prennent les congolais pour des imbéciles. En dehors des bras cassés qu'elle compte, il y a des problèmes d'infrastructures qui ont été mal bâties malgré les milliards de FCFA que le trésor public a sorti et la dette contractée auprès des Chinois pour réaliser bon nombre des travaux. L'accord avec la société sénégalaise (SENELEC) attributaire du contrat concessionnel de distribution avait été réglé par les présidents Macky Sall et Sassou. Le fait que Habib Sy, a été porté à la tête du conseil d'administration de cette société, en remplacement de Serigne Mbaye Dia, protégé de Macky Sall a créé des problèmes de ressources sérieuses. Ne disposant pas de cash, SENELEC se tourne vers « la blancherie BSCA Congo

« pour obtenir 40 milliards de FCFA pour racheter notre propre société E2C ! Incroyable mais tristement vrai ! Une société sérieuse ne peut pas venir chez vous prendre le Beurre, l'argent du Beurre et la Fermière en plus ! Il faudrait plutôt tourner les regards vers ceux qui sont chargés de la gestion de la dette et des montages financiers au

**ENFIN, POUR PUNIR LES BRAZZAVILLOIS DE LEUR SOUTIEN À PAUL KAGAMÉ, LA SNEL DE LA RDC RÉDUIT CONSTAMMENT LA FOURNITURE EN ÉLECTRICITÉ AU CONGO, PRÉTEXTANT QUE BRAZZAVILLE NE RESPECTE PAS LES ÉCHÉANCES...**

niveau du cercle présidentiel, dont un certain Rodrigue et Cie (nous y reviendrons). Pourtant aujourd'hui ACM a signé ce plan consacrant le bradage criminel des biens de l'État selon l'article 193 de la constitution. Exhiber les factures impayées de E2C des dignitaires dans les réseaux sociaux, est une bonne chose. Sauf celles des résidences principales d'Émile Ouosso et des agents de la SNE protégé par les textes : « tout agent de la SNE et les

anciens directeurs généraux jouissent de la gratuité du courant ». Cela peut paraître aussi comme une distraction pour masquer la gravité de la situation et empêcher le peuple de savoir qu'il n'aura plus jamais accès à l'électricité comme avant ! Les chefs de syndicats sont devenus muets.

Enfin, pour punir les Brazzavillois de leur soutien à Paul Kagamé, la SNEL de la RDC réduit constamment la fourniture en électricité au Congo, prétextant que Brazzaville ne respecte pas les échéances de paiement de sa dette. Ce, nonobstant les milliards de recettes encaissées par E2C. Du fond de sa tombe, le Congo nous appelle pas seulement à prier comme recommandé dans 1Tim : 2 : 1-4 et 2 Chronique 7 : 14-16 mais aussi, à un sursaut d'honneur et de vérité !

**Ghys Fortune BEMBA  
DOMBE**



KABASELE TSHAMALA DIT GRAND KALLE :

# 42 ANS APRÈS SA DISPARITION, QUEL HÉRITAGE ?



Le 11 février 1983, 42 ans depuis que Grand Kalle nous a quittés et malgré cela, sa mémoire reste vivace dans les esprits des mélomanes de la rumba congolaise. Chanteur de charme, chef d'orchestre, compositeur doublé d'arranger, éditeur, Grand Kalle a tracé le

chemin que bon nombre de musiciens congolais, de diverses générations, ont empruntés. La rédaction de E-journal Kinshasa s'est rapproché de Herman Bangi Bayo, journaliste et expert en Rumba congolaise pour savoir davantage sur l'artiste et sur son héritage artistique.

Quel est l'apport de Grand Kalle dans la musique et son influence sur le plan international ?

Comme on le dit, tous les musiciens de la rumba congolaise ont quelque chose de Grand Kalle car c'est lui qui lui a donné ses lettres de noblesse. Avant lui, il existait

Les groupes musicaux qu'on appelait des groupes vocaux, une sorte de musique traditionnelle moderne qui privilégiait les improvisations. Avec la création de l'orchestre African jazz, on s'est mis au diapason des orchestres dits modernes tant sur le plan mélodique que sur l'orchestration. Grand Kalle, en créant l'African jazz, avait déjà une vision panafricaniste car African jazz en français veut dire l'orchestre africain du jazz. Pour dire qu'il a influencé la création de beaucoup d'orchestres tant sur le plan local qu'international. Beaucoup d'orchestres ont adopté la dénomination de Jazz à l'instar d'Ok jazz, Bantous jazz, Negro jazz, Cercul jazz et l'étranger les orchestres comme Chari jazz au Tchad, Centrafricain jazz et Vibro jazz en Centrafrique, Bembeya jazz en Guinée, Stars jazz de Dakar, etc.

Quels sont son apport sur le plan artistique ?

Ses apports se situent au niveau de l'orchestration, des mélodies et des arrangements. Grand Kalle avec l'African Jazz a mis fin à l'hégémonie des groupes vocaux et a ouvert la voie à des orchestres dits modernes. C'est l'avènement de la

musique congolaise moderne et tous les orchestres ont suivi ses traces.

Comment pérenniser ses oeuvres ?

Les chansons de Grand Kalle sont des intemporelles et des standards de la rumba congolaise. Pour pérenniser ses oeuvres, on doit les confiner en partitions et enseigner dans les écoles de musique. Elles doivent également se retrouver dans des musées dans la section musicologie pour permettre aux chercheurs et aux musiciens de les consulter. En plus de ça, des ouvrages existent sur lui mais pas suffisants et on peut également faire des documentaires pour les générations à venir.

Quelles sont les empreintes de Grand Kalle sur les différentes générations de musiciens congolais ?

Grand Kalle a marqué la génération des Tabu Ley, Kwamy muni, Mujos Mulamba, etc. et ces derniers ont aussi fait des émules tels Papa Wemba, Evoloko, Gina. Donc son héritage s'est perpétué jusqu'à la génération actuelle en passant par celles de Koffi, Emeneya et Wenge. Tous ceux qui font de la bonne rumba sont des héritiers de Grand Kalle.

On remarque souvent le rapprochement de certains musiciens avec les hommes politiques, est ce le cas de Grand Kalle ?

Grand Kalle fut un nationaliste, un artiste engagé. Il avait accompagné les hommes politiques à la table ronde de Bruxelles de 1960 avec son orchestre African jazz. Sa célèbre chanson indépendance cha cha est devenue l'hymne des indépendances des pays africains. On se souviendra également de sa chanson Ebale ya Congo qui est un hymne à l'unité nationale.

Peut-on dire qu'un musicien peut faire la politique ?

Je ne pense pas au moins que ça soit un choix délibéré.

Un musicien ne doit pas être en accointance avec les hommes politiques mais il doit plutôt s'engager pour des causes qui touchent à la vie de la nation car il a un rôle à jouer au sein de la société. Le musicien doit défendre des causes nobles et non faire l'apologie des hommes politiques. Si tel est le cas, il devient un propagandiste.

**Propos recueillis par Guy  
Magloire**

# LES SERVICES DE SÉCURITÉ DE PLUSIEURS PAYS INTERPELLÉS EN CES TEMPS APOCALYPTIQUES

Le conflit rwando-congolais prend la tournure tragique que nous avions annoncée ! Les tambours de guerre grondent de toutes parts. Plusieurs pays, parmi lesquels le Congo-Brazzaville, arrivent au seuil du choc et de l'effroi du fait de leurs propres turpitudes.

Le 29/01/2025, dans un discours d'orgueil et de défis, le président rwandais, Paul Kagame, a tancé son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa : « si jamais la RSA s'aligne derrière Félix Tshisekedi pour combattre l'armée rwandaise et le M23... ». Sur X, il a déclaré que la SAMIDRC n'est pas une force de maintien de la paix. Elle a été autorisée par la SADEC en tant que force belligérante engagée dans des opérations de combats pour aider le Gouvernement de la RDC... Paul Kagamé justifie son intervention en RDC pour défendre ses frontières contre des éléments extrémistes Hutu. Mais de nombreux observateurs pensent que l'objectif de Kagamé, appuyé par certains Occidentaux, d'une part, est le contrôle des métaux précieux (Coltan, Cobalt, Cuivre, Or, Diamant

et uranium) de l'est de la RDC (journal Elpais). D'autre part, c'est la reconquête des terres de Kivu qui appartiendraient à l'Empire Hima (Tutsiland) selon certains mythes.

## La réponse du berger à la bergère

Le 3 février, le président Cyril Ramaphosa, qui n'accepte pas la mort de ses 14 ressortissants, a réagi : « L'Afrique du Sud ne relâchera pas son soutien au peuple de la RDC ». La communauté internationale a exprimé sa préoccupation face à cette escalade. De leurs côtés, les États-Unis ont manifesté leur inquiétude, tandis que l'Allemagne a annulé des discussions sur l'aide et le Royaume Uni envisage de revoir son assistance au Rwanda.

Par ailleurs, des appels à un cessez-le-feu immédiat ont été lancés par plusieurs nations africaines (Reuters). Vendredi 31 janvier, les seize pays membres de la SADC réclamaient un « sommet conjoint en Tanzanie pour ce week-end » avec les huit pays de la communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

Sur le terrain, le M23 soutenu par le Rwanda, conforte ses positions à Goma et les environs. De son côté, Félix Tshisekedi, très remonté contre les charlatans qui lui ont vendu du vent, des officiers généraux qui ne suivent pas le cours de l'histoire, les affairistes qui lui ont ramené des pseudo-mercenaires et du matériel jamais vu, s'obstine à ne pas négocier avec le M23 et l'alliance du fleuve Congo. Après la réunion de Dares Salam de vendredi passé, le M23 et l'AFC ont imposé le cessez-le-feu à l'Est en attendant la réunion de Tanzanie. Ce n'était qu'une ruse. La preuve, ces deux groupes avec les soldats rwandais, ce 5 février 2025, ont mené d'intenses combats contre les troupes de Kinshasa jusqu'à s'emparer de la cité minière de Nyabibwé, à environ 100 km de l'aéroport provincial.

## La place des services de sécurité

Le rôle des services de renseignements est de centraliser et d'analyser des renseignements précis et prédictifs dans les domaines

institutionnel, économique, social, sécuritaire, qui sont par la suite transmis au gouvernement pour prendre des décisions. Mais nos enquêtes révèlent qu'en RDC, Félix Tshisekedi, comme bon nombre des Chefs d'États africains, focalise sa gouvernance sur le clan avec des individus sans expérience ou des personnes nommées à des postes de responsabilité par clientélisme. En conséquence, l'armée, les services de sécurité, l'intendance, bref, tout a été géré à vau-l'eau. La faillite est totale et l'effondrement se déroule sous nos yeux. C'est ce qui risque d'arriver à la République du Congo.

### **Que dire du Congo-Brazzaville dans ce marigot?**

Selon certaines indiscretions, dans ce pays, les services de sécurité et de l'armée manquent de suffisamment de professionnalisme et de matériel pour passer une journée de combat à haute intensité. Comme en RDC, l'argent qui sort des caisses de l'État pour équiper les services spéciaux et la force publique va droit dans les poches des tiers. En effet, 80% des militaires et gendarmes sont privés de leurs primes. À la DGSP et la GR, le constat est très amer. Idem aux frontières, les hommes en treillis sont voués à la mendicité à défaut de faciliter l'entrée aux clandestins. Dans les services

de renseignements, les fiches se limitent à « boutique » des histoires contre des citoyens ou à régler des comptes aux opposants. Sinon, comment ces services n'ont-ils pas signalé au gouvernement la magouille dans le recrutement des enseignants à l'université qui n'honore pas le Congo ? Même si on procède au rétropédalage en affichant aujourd'hui une note antidatée du 17 janvier recrutant dix docteurs, l'idéal serait de reprendre ce recrutement ou de virer les détenteurs de masters 1 ou 2. Agir autrement est synonyme d'avoir des universitaires faussaires et injustes. Ce n'est pas au docteur Collinet Makosso qui est enseignant - chercheur qu'en apprendrait que l'éducation (la bonne formation) est la base du développement d'une nation et la force des services de renseignements. ACM conviendra donc que les injustices et les frustrations sont généralement au centre des soulèvements populaires dans le monde. C'est en encourageant la tricherie et en plaçant des gens à des postes qu'ils ne méritent pas, qu'aujourd'hui, le Congo manque d'eau, d'électricité et de carburant et compte des morts en cascade dans les hôpitaux, ou encore que des accords léonins ont été signés avec les Rwandais. A propos desdits accords, il sied de dire que des incompetents dépourvus d'esprit critique et d'analyse ne voient pas la présence des milliers

d'Interhamwés (Hutu Power) réfugiés au Congo-Brazzaville. Lesdits réfugiés venus à la suite du repli tactique avec la France lors de l'échec des opérations Turquoise au Rwanda puis Mobutu au Zaïre entre 1994 et 1997 poseront problèmes. La probabilité est grande que Kagamé, sous le prétexte de poursuivre ces Hutus, envisage d'embraser Brazzaville et Kinshasa. La tension est palpable dans les deux capitales qui cantonnent des commandos américains et français qui attendent le « ok » pour entrer en action. Ce, après que l'ambassade américaine ait demandé à nouveau à ses ressortissants de quitter Kinshasa, le 3 février 2025 !

La seconde convocation en extrême urgence d'un conseil de gouvernance sécuritaire restreint ce mardi 04/02/2025, la réunion ce week-end en Tanzanie et la prise en main du clergé catholique qui a décidé de réunir Tshisekedi, Kabila, Fayulu, Katumbi, Nanga et Sultani Makenga démontrent que le feu est entré dans la maison et le ver dans le fruit. Kagamé et ses alliés occidentaux qui pillent la RDC et font la guerre à Félix Tshisekedi soutenu par les BRICS. C'est une guerre par deux marionnettes interposées qui ne veulent pas se ressaisir comme les dirigeants de l'AES.

**Ghys Fortune BEMBA  
 DOMBE**

# KIBONGE : UNE LÉGENDE DU FOOTBALL CÉLÈBRE SON 80ÈME ANNIVERSAIRE



**Kibonge, le cerveau moteur des dauphins noirs.**

Le 12 février 2025, le monde du football congolais rend hommage à l'un de ses héros, Joseph Mafu Kibonge, qui fête son 80ème anniversaire. Né à Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa, sous la colonie belge, Kibonge est une figure emblématique dont le parcours a marqué l'histoire du sport en République Démocratique du Congo. Dès son jeune âge, Kibonge démontre un talent remarquable en intégrant l'Association Sportive Intercommunale de Kinshasa (ASIC). Son ascension est rapide, mais c'est l'année 1964 qui va véritablement changer le cours de sa carrière. Après la radiation du FC V.Sport, où il évoluait, il croise le chemin de Luc Martin Mawa, une autre légende du football congolais. Alors que Mawa rentre de ses démarches pour rejoindre le FC Gand en Belgique, il propose à Kibonge de venir sauver le FC V.Club, l'équipe la plus populaire du pays, qui traverse une période difficile. Ce moment fortuit scelle le destin de ces deux jeunes talents.

## **1965, la prophétie de Luc Martin Mawa se réalise. V.Club est sacré champion de l'AFKIN pour la première fois après l'indépendance.**

En 1965, Kibonge rejoindra V.Club et deviendra rapidement un pilier de l'équipe, se voyant attribuer le rôle de "sauveur" des Dauphins Noirs. Aux côtés de Luc Mawa, qui devient son coéquipier et partenaire de jeu, Kibonge forme un duo mémorable qui façonne le football congolais des années 60 et 70. Surnommé " mon cuisnier" par Luc Martin Mawa pour sa capacité à réaliser des passes décisives, Kibonge a la mission de nourrir le talent de Mawa, le "patron", dont le rôle est de convertir ces passes en buts. Leur complicité sur le terrain a permis à V.Club de remporter de nombreux matches, captivant les cœurs des supporters.

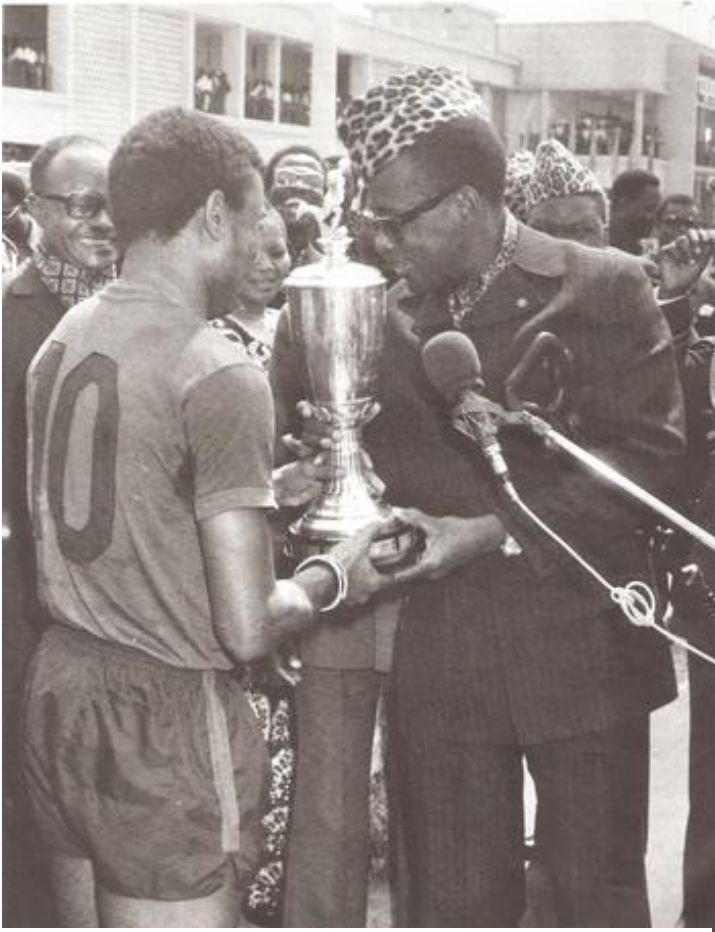
## **1968, Le Congo-Léo remporte la coupe d'Afrique des Nations lors de sa deuxième participation à ce tournoi continental en Éthiopie.**



**Le capitaine Kibonge recevant le trophée de l'empereur Haïlé Sélassié. 21.01.1968 à Addis Abeba.**

En 1968, Kibonge a l'honneur de devenir le premier capitaine de l'équipe nationale à soulever le premier trophée de la Coupe d'Afrique des Nations de football, lors de la victoire historique en Éthiopie après la victoire sur les « Black Stars » du Ghana. Ce jour-là, il remplace le capitaine Nicodème Kabamba, indisponible pour des raisons de santé, et conduit son équipe vers la victoire tant attendue. Ce moment restera gravé dans les annales du football congolais.

## 1973, l'AS Vita est sacré vainqueur de la coupe d'Afrique des clubs champions



**Le capitaine Kibonge remettant le trophée au président Mobutu à l'aéroport international de N'diili. 18/12/1973**

Cinq ans plus tard, le 16 décembre 1973, Kibonge présente au président Mobutu le premier trophée de l'histoire de l'AS V.Club à l'aéroport international de N'djili, marquant ainsi une étape significative pour le club après les succès précédents du TP Englebert (TP Mazembe depuis 1971) sous la direction du capitaine Pierre Kalala en 1967 et 1969. Ce moment est emblématique non seulement pour Kibonge, mais également pour l'ensemble du football congolais, illustrant le chemin parcouru depuis l'accession à la souveraineté nationale.

Aujourd'hui, alors que nous célébrons ses 80 ans, Joseph Mafu Kibonge est bien plus qu'un simple joueur de football. Il incarne la passion, la détermination et l'esprit de camaraderie qui font la richesse du sport en RDC. Surnommé avec admiration "Seigneur Kibonge", il a su inspirer des générations de footballeurs et reste une figure respectée et appréciée par tous.

Cet anniversaire est l'occasion de rendre hommage à une carrière exceptionnelle et à un homme dont l'engagement a contribué à façonner l'histoire du football en République Démocratique du Congo. Que cet événement rappelle à tous l'importance du sport comme vecteur d'unité et de fierté nationale, tout en célébrant l'héritage durable de Joseph Mafu Kibonge dans le cœur de tous les amoureux du ballon rond.

*Barthélemy Nkanza*

© nkanza 02/2025



LEOPOLDVILLE KINSHASA CAPITALE

*fête  
ses 100 ans*

*D'hier à aujourd'hui*

